

L'éditorial du *Figaro* : «Majorité absolue, responsabilité absolue»

ALEXIS
BREZET



- Crédits photo : Le Figaro

Vox Politique (<http://premium.lefigaro.fr/vox/politique>) | Par Alexis Brézet (#figp-author)

Mis à jour le 18/06/2017 à 22h36

Par Alexis Brézet, directeur des rédactions

Sur un point, au moins, Emmanuel Macron se sera trompé. Fin février, il ne jugeait «ni possible ni souhaitable» que le président élu ait la majorité «uniquement avec son parti» ; aujourd'hui, **il se retrouve à la tête d'une majorité absolue, massive et monocolore parmi les plus larges de la V**

(<http://www.lefigaro.fr/elections/legislatives/2017/06/18/38001-20170618LIVWW00145-en-direct-resultats-elections-legislatives-second-tour-deputes-en-marche-fn-les-republicains-ps.php>)

(<http://www.lefigaro.fr/elections/legislatives/2017/06/18/38001-20170618LIVWW00145-en-direct-resultats-elections-legislatives-second-tour-deputes-en-marche-fn-les-republicains-ps.php>) République

(<http://www.lefigaro.fr/elections/legislatives/2017/06/18/38001-20170618LIVWW00145-en-direct-resultats-elections-legislatives-second-tour-deputes-en-marche-fn-les-republicains-ps.php>).

Certes, d'un tour à l'autre, les électeurs, sensibles sans doute aux appels au «rééquilibrage» lancés par tous les adversaires d'En marche!, ont assez nettement corrigé le tir: au regard des projections réalisées au lendemain du 11 juin, les résultats ont de quoi quelque peu décevoir les responsables du parti d'Emmanuel Macron! Il n'en reste pas moins qu'à l'aune de notre histoire politique comme des prophéties formulées par tous les experts il y a trois mois («Si Macron gagne, il n'aura évidemment pas la majorité absolue»), le résultat reste stupéfiant.

Dans l'histoire de nos institutions, c'est une révolution qui, depuis 1958, n'a pas de précédent

En deux élections et quatre tours de scrutin, la révolution En marche!, à laquelle personne ne voulait croire, a déferlé sur la France comme un tsunami. La gauche, la droite, les extrêmes: tous les monuments qui balisaient depuis des lustres notre paysage politique ont été sinon submergés (les «insoumis» s'affirment, les Républicains résistent mieux qu'annoncé) du moins profondément ébranlés. Sur les décombres de ce «monde ancien», une génération politique profondément renouvelée prend les rênes du pouvoir législatif comme elle a pris hier celles du gouvernement. Dans l'histoire de nos institutions, c'est une révolution qui, depuis 1958, n'a pas de précédent. Des majorités massives, notre système parlementaire, marqué par la mécanique amplificatrice du scrutin majoritaire, en a certes déjà connu beaucoup. Mais toutes étaient le fruit d'une coalition de partis (1958, 1993) ou, tout au moins, d'un accord de désistement électoral entre partis (1968, 1981).

Les prédécesseurs de Macron, même quand l'arithmétique parlementaire pouvait donner le sentiment qu'ils avaient les coudées franches, ont toujours dû compter avec des alliés indociles, des barons exigeants, des féaux encombrants ou des députés élus depuis des lustres qui estimaient que leur élection devait tout à leurs propres mérites. Rien de tel aujourd'hui: Emmanuel Macron n'a besoin de personne pour composer sa majorité ; allié au MoDem de François Bayrou, il peut fort bien s'en passer. Son parti n'existait pas avant lui. Les députés «marcheurs» ne tiennent leur légitimité que de lui seul. Quant aux ralliés, leur avenir est suspendu à son bon vouloir... Jamais président n'aura eu, vis-à-vis de sa majorité, les mains aussi libres.

Cette liberté d'agir est une chance formidable (...) mais elle fait aussi peser sur lui la plus terrible des obligations

Ajoutons à cela qu'une large partie des médias est culturellement acquise au mélange de libéralisme économique et de progressisme sociétal qu'il a professé durant la campagne ; que pour les milieux économiques son élection est une bénédiction ; qu'il bénéficie enfin

d'un a priori favorable dans la haute administration dont il est lui-même issu, et l'on mesurera le caractère incroyablement favorable de la conjonction politique qui entoure son élection.

Ajoutons encore, pour couronner le tout, que les hasards providentiels du calendrier électoral font qu'après les sénatoriales de la rentrée, Emmanuel Macron aura devant lui deux années sans élection (jusqu'aux européennes de 2019), et l'on devra convenir que l'expression «pleins pouvoirs», reprise à l'envi ces derniers jours, n'est pas un vain mot. Emmanuel Macron, qui, en 2015, constatait le vide laissé dans l'imaginaire collectif par l'absence de la figure du roi, dispose depuis dimanche soir de pouvoirs quasi monarchiques. En théorie, rien ne le bride, rien ne le contraint. Cette liberté d'agir est une chance formidable - combien de présidents ont dû renoncer, victimes des pesanteurs politiques, piégés par des rendez-vous électoraux? -, mais elle fait aussi peser sur lui la plus terrible des obligations. À majorité absolue, responsabilité absolue. Élu pour réformer le pays, le nouveau président n'a pas le droit de ne pas saisir cette occasion.

Manque une carte décisive : l'adhésion populaire

Attention cependant! En dépit des apparences, il n'aura pas la tâche facile. Car si Emmanuel Macron a en main toutes les cartes du jeu institutionnel, il lui en manque une - décisive - lorsqu'il s'agit d'entraîner le pays: c'est l'adhésion populaire. 24 % des suffrages exprimés par 79 % du corps électoral au premier tour de la présidentielle, 30 % de 50 % pour ses candidats aux élections législatives: les résultats électoraux disent d'eux-mêmes cette fragilité. C'est, au fond, le grand paradoxe de cette séquence électorale décidément à nulle autre pareille: jamais majorité aussi imposante n'aura été produite par aussi peu d'électeurs ; jamais pouvoir présidentiel aussi fort n'aura reposé sur une base aussi étroite.

Élu en grande partie sur le rejet dont faisaient l'objet, pour des raisons différentes, les autres candidats, Emmanuel Macron, d'une élection à l'autre, a su par son attitude présidentielle - aux antipodes de celle de son prédécesseur - et ses premières décisions créer les conditions d'une sorte d'acquiescement tacite, exprimé sur le mode: «Laissons-lui sa chance.» Mais - **<http://www.lefigaro.fr/elections/legislatives/2017/06/18/38001-20170618ARTFIG00127-abstention-record-jamais-les-legislatives-n-ont-aussi-peu->**

mobilise.php) tout comme le net sursaut en faveur des candidats Républicains en portent témoignage - il n'a encore suscité aucun mouvement d'enthousiasme autour de sa personne, de ses candidats ou de son projet.

Là est tout le défi qu'Emmanuel Macron va devoir affronter dans les mois qui viennent. Mener à bien les réformes qu'il s'est engagé à conduire sans précipiter les catégories populaires dans une sorte de sécession politique lourde de menaces pour l'avenir

Les candidats d'En marche! ont bénéficié à plein de l'effet de levier du scrutin majoritaire ainsi que de cette position centrale qui leur a permis de bénéficier ici des bons reports de la droite, là des bons reports de la gauche, mais, dans les profondeurs du pays, l'attentisme domine. Si une France, largement urbaine, aisée, bourgeoise, à l'aise avec la mondialisation, adhère pleinement au projet réformateur macronien, une autre France, franchement de droite, ou de gauche, souvent périphérique, modeste, populaire (66 % des ouvriers et 61 % des employés se sont abstenus au premier tour des législatives), demeure en marge de la liesse des «élites».

Cette France-là, majoritaire, n'est pas radicalement hostile à Emmanuel Macron - sinon, elle se serait davantage encore déplacée pour voter contre les candidats d'En marche! - mais elle attend. Déçue par la droite et par la gauche dont elle déplore la double «trahison», peu convaincue, au fond, par les excès du lepénisme ou du mélenchonisme, cette France «plébéienne» s'est retirée sur son Aventin. Mais elle peut à tout moment basculer dans une opposition pure et dure, qui en l'absence d'échéance électorale pourrait emprunter des modes d'expression difficilement contrôlables.

Emmanuel Macron a jusqu'ici trop magistralement déjoué tous les pronostics pour écouter les prophéties des oiseaux de mauvais augure. Mais il sait désormais le prix des «pleins pouvoirs»

Là est tout le défi, incroyablement difficile, qu'Emmanuel Macron va devoir affronter dans les mois qui viennent. Mener à bien les réformes qu'il s'est engagé à conduire pour libérer l'économie du pays des mille liens qui l'entravent (et les économies budgétaires

dont il a fort peu parlé), sans précipiter les catégories populaires dans une sorte de sécession politique lourde de menaces pour l'avenir.

Car les «chambres introuvables» finissent mal, en général. Celle de 1815 fut dissoute par Louis XVIII un an plus tard. La chambre bleu horizon de 1919 ouvrit la voie au Cartel des gauches en 1924. Neuf mois après la victoire fleuve de 1968, le général de Gaulle perdit son référendum et dut quitter le pouvoir. Quant à la majorité écrasante de 1993, elle fut dissoute par Jacques Chirac en 1997. Funestes présages? Emmanuel Macron a jusqu'ici trop magistralement déjoué tous les pronostics pour écouter les prophéties des oiseaux de mauvais augure. Mais il sait désormais le prix des «pleins pouvoirs». S'il réussit, il ne devra son succès qu'à lui-même. S'il échoue...

Cet article est publié dans l'édition du Figaro du 19/06/2017. **Accédez à sa version PDF en cliquant ici** (<http://kiosque.lefigaro.fr/le-figaro/2017-06-19>)



(<http://plus.lefigaro.fr/page/alexis-brezet>)

Alexis Brézet (<http://plus.lefigaro.fr/page/alexis-brezet>)

Suivre (<http://plus.lefigaro.fr/fpservice/follow/membre/81325031242245596367369127435013/270570>)

Directeur des rédactions du Figaro
